

MASTER 2 DROIT SOCIAL - MOBILITÉ INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

· MASTER 2 DROIT SOCIAL - MOBILITÉ INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

Proposé dans la continuité du Master 1, le parcours Mobilité internationale des travailleurs est destiné à former des juristes en droit social avec une spécialisation dans le domaine de la mobilité internationale des travailleurs afin de répondre aux

Présentation

Proposé dans la continuité du Master 1, le parcours Mobilité internationale des travailleurs est destiné à former des juristes en droit social avec une spécialisation dans le domaine de la mobilité internationale des travailleurs afin de répondre aux besoins des services de gestion des ressources humaines des entreprises et des cabinets d'avocats ou de consultants dans ce domaine.

Cet objectif répond à un besoin grandissant des entreprises dans son domaine de spécialité. Les débouchés s'avèrent grandissant au fil des ans depuis la création de la spécialité il y a 12 ans.

Spécificités

Stage obligatoire Durée : 3 mois minimum Date de début : à partir d'avril

Candidature

Modalités de candidature

Consulter la rubrique Admission de [M1 Droit social](#)

Et après ?

Activités visées / compétences attestées

- Savoir gérer une situation de mobilité internationale dans toutes ses dimensions : impatriation ou expatriation de salariés tant du point de vue des formalités administratives que gestionnaires ou juridiques.
- Capacité à travailler, négocier, argumenter en anglais dans le domaine de spécialité.

Infos clés et site web

Lieu de la formation

- Campus Berges du Rhône (BDR)

Durée de la formation

500

Discipline(s)

- Droit Juridique

Responsable(s) de la formation

[Marie-Cécile ESCANDE-VARNIOL](#)

Contact secrétariat

[Anna MERLINO](#)

Tel. : 04 78 69 76 81

Coût de la formation

Droits d'inscription 2020 /2021 en master 243 euros + [Contribution Vie Étudiante et de Campus \(CVEC\)](#) 92 euros.

- Savoir résoudre des situations juridiques complexes dans le domaine du droit du travail ou de la protection sociale interne.
- Capacité à analyser une situation juridique de droit social et à proposer une solution.
- Négocier et rédiger des actes juridiques.
- Organiser le dialogue social et la concertation avec les représentants du personnel, organiser les élections professionnelles dans l'entreprise.
- Mettre en œuvre des mesures réglementaires liées au droit du travail (élection, règlement intérieur, recrutement, licenciements, etc

Connaissances à acquérir

- Maîtrise du droit du travail et du droit de la protection sociale interne.
- Maîtrise des dispositions et des mécanismes propres aux relations de travail internationales (droit applicable, protection sociale et fiscalité du travailleur migrant, GRH à l'internationale).

Secteur(s) d'activités ou types d'emploi accessibles

- Avocat spécialisé en droit social et mobilité internationale pour ceux qui réussiront le CRFPA après le Master.
- Consultant en droit social et mobilité internationale.
- Juriste d'entreprise spécialisé dans la gestion des travailleurs en mobilité internationale.
- Spécialiste de la mobilité internationale dans des cabinets de conseil ou des entreprises installées à l'étranger.
- Directeur des Ressources Humaines.